

IV. — *François Bissot, sieur de la Rivière¹,*

Par J.-EDMOND ROY.

(Lu le 31 mai 1892.)

I

On peut dire que, sous le régime français, la traite des pelleteries et la pêche de la morue ont été à peu près les seules opérations de commerce auxquelles se soient livrés les colons du Canada.

Le pays possédait des mines superbes. Leur présence fut signalée, mais on tenta en vain de les exploiter. On pouvait fournir des bois, du goudron, de la résine, des légumes, de la farine, des huiles, contribuer par nos productions à la subsistance des colonies sœurs des Antilles. Dans les rares intervalles de paix que nous donnèrent les princes européens, des navires vinrent prendre ici des chargements de planches, de madriers et de farine. Mais la colonie n'eut jamais un commerce régulier de ce genre de produits. Le ginseng, que le P. Lafiteau avait découvert, faillit un jour nous donner la fortune. On tua la poule aux œufs d'or, pour lui avoir voulu faire trop produire. La France estimait fort les pois du Canada, elle en fit des achats considérables. La disette vint et il fallut tout garder dans la colonie. Les raffineurs de sucre de la Guadeloupe et de la Martinique vinrent chercher le charbon de terre au Cap-Breton, mais cette exploitation ne nous rapporta rien.

Les rois avaient choisi la terre d'Amérique comme un champ clos où venaient se vider toutes les querelles du vieux monde. Pendant un siècle et demi le pays fut dans un véritable état de siège. Ce que l'on pouvait appeler la paix en Europe ne fut ici qu'un armistice mal dissimulé.

Comment jeter les bases d'une industrie indigène, comment faire progresser le commerce chez une population continuellement en armes ?

Talon et les Raudot, qui vinrent dans la colonie dans les temps les moins tourmentés de son existence, essayèrent d'y faire fleurir les arts de la paix. Mais que d'obstacles il leur fallut surmonter ? La métropole qui voulait conserver son commerce d'exploitation voyait d'un œil jaloux l'établissement de manufactures dans un pays que ses négociants avaient été accoutumés à considérer comme un simple comptoir. Que d'autres misères encore ? Le Canada était aux mains d'un groupe de marchands avides, désireux de faire vite fortune, s'acharnant à la chasse des fauves, parce que la traite des pelleteries rapportait de gros bénéfices sans exiger une mise de fonds trop considérable et un trop grand travail de préparation. Ces marchands avaient enrégimenté à leurs services l'armée des

¹ Extrait d'une histoire de la seigneurie de Lauzon, en cours de préparation.

coureurs de bois, masse flottante, composée d'aventuriers hardis, qui entraînait dans son orbite les vigoureux, les jeunes toujours passionnés, toutes les forces vives de la nation.

L'industrie patiente et soigneuse convenait peu à ce peuple de guerriers, de voyageurs, à ces marins qui cultivaient la terre entre deux courses, sous la garde de sentinelles toujours en alerte.

L'année 1668 devrait être une date mémorable dans les annales du Canada. En cette année, en effet, la liberté du commerce fut proclamée, et l'on vit onze vaisseaux à la fois dans le port de Québec. C'est à cette année encore, soixante ans après la fondation de Québec, qu'il faut remonter pour trouver l'origine des premiers établissements industriels sérieux dans la Nouvelle-France.

Talon, plus que tout autre, avait contribué à faire secouer le lourd filet sous lequel depuis plus d'un demi-siècle les efforts légitimes des colons et des vrais habitants du pays étaient paralysés. Non content de harceler les ministres dans ses correspondances, il prêcha d'exemple, paya de sa personne et de sa bourse.

Doué d'une capacité de travail considérable, il entra dans le détail des moindres choses, invitait les habitants à venir chez lui ou allait les visiter chez eux.

Grâce à lui on commença à fabriquer à la maison les étoffes que la France avait jusque-là fournies. Après avoir établi dans Québec une brasserie dont il fit construire les bâtiments à ses dépens, il voulut introduire dans le pays l'industrie du tannage des peaux. Les gens de métier faisaient défaut, Talon en fit venir de France.

Parmi ce groupe de colons qui ne vivait que pour la traite des pelleteries et qui n'en voulait point démoder, Talon trouva heureusement un homme pour seconder ses efforts. Ce fut François Bissot, sieur de la Rivière.

Quand tout le monde ne songeait qu'à faire le troc, Bissot fut le premier colon qui tenta une entreprise industrielle sérieuse dans le pays. Son nom mérite de sortir de l'oubli. L'industrie la plus importante de Québec est aujourd'hui le tannage des peaux. Sans elle, la capitale de la province ne serait rien ou presque rien. Rendons hommage à celui qui sut sortir de la routine et commença la pratique d'un art qui a fait la fortune d'un grand nombre, et qui donne encore l'existence à plusieurs centaines d'ouvriers.

Le nom de François Bissot a été mêlé récemment à un procès célèbre. La seigneurie de Mingan, vaste domaine qui couvre sur la côte du Labrador près de huit cents lieues de pays, et que le gouvernement de Québec réclame comme sien, a eu autrefois comme propriétaire François Bissot. Depuis plus de deux ans une légion de jurisconsultes se disputent devant les tribunaux la possession de ce superbe apanage. C'est peut-être une raison de plus pour connaître la vie humble mais bien remplie de celui qui en fut le premier seigneur. La terre de Mingan, prise comme elle l'est dans ce terrible engrenage qui s'appelle la justice, est fatalement destinée à être morcelée un jour ou l'autre. Avant qu'elle devienne la pâture des porteurs de papier timbré, sauvons du naufrage le nom de celui qui, il y a plus de deux siècles, essaya de mettre en valeur ses rives sauvages et inhospitalières.

II

Il est toujours difficile de dire la date précise de l'arrivée d'un colon dans le pays de la Nouvelle-France. Les compagnies étaient tenues de donner chaque année la liste des émigrés qu'elles embarquaient sur leurs navires. Mais elles ne paraissent pas s'être acquittées de cette obligation. Si elles l'ont fait, les listes produites ont été perdues.

On procède d'ordinaire par tâtonnement. La présence de François Bissot, sieur de la Rivière, est signalée pour la première fois dans la colonie dans un acte notarié de 1647¹.

Rien n'empêche qu'il soit venu au Canada avant cette année. Ferland, chercheur consciencieux et que l'on prend rarement en défaut, donne le nom de Bissot dans la liste des colons venus au Canada entre 1641 et 1647, sans préciser davantage. François Bissot, sieur de la Rivière, était originaire de Pont-Audemer, ville de l'ancienne Normandie, qui forme maintenant partie du département de l'Eure. Sa famille y habitait la paroisse de Notre-Dame des Prés. Elle était de bonne bourgeoisie, puisque les documents de l'époque, parlant du père de François Bissot, Jean Bissot, sieur du Gommer, le qualifie d'honorable homme.

M. Paul Bréard, notaire à Honfleur, qui a publié de précieux documents sur le Canada, a bien voulu faire pour nous des recherches dans les registres de l'état civil de la paroisse de Notre-Dame des Prés à Pont-Audemer, afin d'y découvrir les origines de la famille Bissot. Malheureusement, ces registres ne remontent qu'au milieu du 17^{me} siècle. Les plus anciens registres de N.-D. des Prés—pour les naissances—sont de 1628.

Sous le nom de Bissot, M. Bréard a trouvé les trois actes qui suivent : 6 août 1629—Baptême d'une fille pour Jehan Boquet et Louise Bissot, sa femme, nommée Charlotte ;—2 février 1630—Baptême d'une fille pour Claude Lebailleur et Jehanne Bissot, sa femme, nommée Madeleine ;—24 octobre 1632—Baptême d'une fille pour les mêmes.

C'est sur la côte de Lauzon, à la pointe de Lévy, que Bissot fixa d'abord son établissement.

Cette seigneurie concédée depuis 1636 était encore sauvage et inculte. L'exploration que le P. Druillettes fit sur la rive droite du Saint-Laurent, en 1646, en remontant la rivière du saut de la Chaudière pour se rendre à la Nouvelle-Angleterre, semble avoir donné la première impulsion aux établissements en face de Québec. C'est l'année même du retour du P. Druillettes (1647) que fut construite la première maison à la pointe de Lévy. Bissot s'était associé à un de ses compatriotes normands, le fameux interprète Guillaume Couture, pour commencer son exploitation. Dans l'été de 1647 on aurait pu voir l'ancien compagnon du P. Jogues maniant la hache au milieu des grands bois qui couvraient alors la côte. A l'automne il avait abattu une certaine quantité d'arbres et terminé un petit corps de logis, rustique demeure faite de pièces grossièrement équarries. Bissot, qui avait contribué à la dépense et fourni des matériaux de construction, convint avec Couture de lui payer 200 livres pour son travail et de le laisser jouir du défrichement jusqu'à la Saint-Michel de 1648².

Le 15 octobre 1648, Jean de Lauzon, qui habitait alors Paris, accordait à ses deux

¹ Acte du 4 novembre 1647. — Greffe Claude Lecoustre.

² Pont-Audemer (Pons-Aldemari), ville fortifiée et célèbre par ses sièges, même du temps des Romains, est située à sept lieues de Lisieux. Malte-Brun, parlant des monuments de Pont-Audemer, dit : « L'ancienne église de Notre-Dame des Prés, dont il ne reste plus qu'une partie de la nef, est remarquable dans sa construction mixte, qui laisse apercevoir les premières ogives de transition entre les époques romane et gothique. »

Dans un petit bourg de France, à Jean-de-Daye, à 15 kilomètres de Saint-Lô (Normandie), près de la rive gauche de la Vire, on voit les restes du château de la Rivière, bâti au milieu de marais. Il y a trois de ses tours encore debout.

La mère de François Bissot s'appelait Marie Assour.

³ Accord signé le 4 novembre 1647, en présence de Nicolas Marsolet, Jean Bourdon, François Chavigny, Thomas Vivien, Guillaume Cochon.—Greffe Claude Lecoustre.

premiers censitaires des titres réguliers de concession. Les établissements de Bissot et de Couture étaient voisins. Ils contenaient chacun 200 arpents en superficie, cinq arpents de front sur le fleuve et quarante arpents de profondeur dans les terres. Un petit ruisseau qui vient se jeter au fleuve près de l'anse des Sauvages, à vingt pas de la gare de l'Inter-colonial, partageait les deux héritages. Couture habitait la droite du ruisseau, Bissot occupait la gauche. Ce ruisseau était commun aux deux colons.

Entre les deux métairies, une route de dix-huit pieds de large devait courir depuis le grand chemin royal projeté jusqu'au fleuve. Jean Bourdon, ingénieur et arpenteur, traça lui-même ces bornes dès 1647. Bissot devait payer à son seigneur, chaque année, douze deniers de censive pour chaque arpent défriché et mis en terre labourable ou en nature de pré, et remettre au procureur fiscal à la Saint-Michel un quarteron d'anguilles salées et bien conditionnées. Il était tenu encore de faire travailler à ses terres sous un délai de trois ans, à peine de révocation de titre. De son côté le seigneur se réservait le droit de retrait en cas de vente, suivant la coutume de Normandie.

Le titre de concession accordé par Lauzon avait été signé à Paris le 15 octobre 1648. Dix jours après, le 25 octobre, Bissot épousait à Québec Marie Couillard, cinquième enfant de Guillaume Couillard et de Guillemette Hébert. La jeune épouse était âgée de quinze ans seulement. Elle avait été une des premières élèves des ursulines, et elle venait de sortir du pensionnat lorsqu'elle contracta mariage. Bissot avait trente-quatre ans.

Couillard dota sa fille d'une somme de 300 livres tournois. Bissot lui assura une rente de 40 livres tournois, payable au prix du roi, suivant la coutume de Normandie, à prendre sur les biens de sa famille soit à Pont-Audemer ou ailleurs. Par son mariage Bissot devenait le beau-frère d'Olivier le Tardif, Jean Nicolet, Nicolas Macart, Charles Couillard de Beaumont, Jean Guyon, Couillard de Lespinay. Ce fut M. Jean Lesueur, alors chapelain des religieuses hospitalières, qui bénit l'union de Bissot. Bissot passa en France en 1649, et il en revint l'année suivante au mois de juillet. Dans l'automne précédent sa femme lui avait donné un fils qui fut appelé Jean-François.

Le 9 août 1653, Bissot était nommé adjoint dans le corps des syndics de Québec pour y représenter la côte de Lauzon.

Le seigneur de Lauzon, absent du pays, ne pouvait remplir envers ses censitaires les obligations que lui imposait le régime féodal. Dès 1655, Bissot fit bâtir à la pointe de Lévy un moulin où les colons purent porter leurs grains à la mouture. Le ruisseau qui séparait l'établissement de Bissot de celui de Couture faisait tourner les moulanges. Afin d'avoir la propriété entière de ce cours d'eau Bissot convint avec Couture qu'il ferait moudre son blé gratuitement au moulin pendant vingt ans.

Bissot de la Rivière, tout en faisant défricher ses terres de la pointe de Lévy, habitait le plus souvent Québec. Au recensement de 1667, on trouve sur sa ferme de Lauzon trois domestiques : Jean Guay, âgé de 28 ans, Martin L'Enfilé, âgé de 29 ans, Pierre Perot, âgé de 32 ans.

Il paraît avoir voulu grouper autour de son établissement de colon, des gens de son pays de Normandie. Guillaume Couture, avec qui il avait contracté à l'origine une société de défrichement, était normand comme lui, et il possédait en France des terres situées à la Haye-Aubraye, à 15 kilomètres de Pont-Audemer. Parmi les compatriotes de Bissot établis à la pointe de Lévy, on voit encore Louis Bégin, l'ancêtre du coadjuteur au siège de Québec, qui était originaire de Lieurey, petite commune des environs de Pont-

Audemer. François Beequet, qui acheta une terre dans Lauzon le 6 avril 1660, était le neveu de François Bissot. Il venait de Notre-Dame des Préaux, commune située à six kilomètres de Pont-Audemer. Les familles Lemieux, Chartier, Pourveu, venaient également de la Normandie.

Une lettre du gouverneur Jean de Lauzon, datée de Paris le 8 mars 1664, donna à Bissot une nouvelle concession de dix arpents de terre de front sur le fleuve Saint-Laurent, sur quarante arpents de profondeur. Cette concession touchait d'un côté la rivière des Etchemins et de l'autre Jean Adam. Elle comprenait tous les îlots situés à l'entrée de cette rivière et le droit de chasse et de pêche. M. de Lauzon dit dans sa lettre qu'il veut par là récompenser Bissot des bons services qu'il a rendus aux habitants de la seigneurie.

Bissot, comme représentant des censitaires de Lauzon dans le corps des syndics, leur avait rendu en effet des services considérables, mais la famille de Lauzon lui devait encore plus de reconnaissance. C'est lui qui l'avait déchargé de l'obligation de construire un moulin banal, alors que la seigneurie à peine habitée ne pouvait donner encore un revenu suffisant par les moutures.

Il prit part aussi à l'organisation de la justice seigneuriale, fut procureur fiscal à partir de 1650 et succéda à Charles Sevestre comme juge prévôt. Bissot remplit cette dernière fonction jusqu'à sa mort.

Après le départ du gouverneur de Lauzon et la disparition tragique de la plupart des membres de sa famille, il prit la seigneurie à ferme, de concert avec Eustache Lambert, et s'occupa de son exploitation. En 1668, quand la métropole ordonna que les seigneurs rendissent foi et hommage et fissent l'aveu et dénombrement de leurs terres, c'est Bissot qui se présenta au contrôle et demanda souffrance pour les mineurs de Lauzon.

Dans l'automne de 1672, le 2 novembre, Bissot obtenait à son tour un domaine seigneurial aux approches de Lauzon. A la naissance de son premier enfant, il avait acquis pour lui une concession foncière. Il voulut que ce domaine fut au nom de deux de ses enfants, Jean-Baptiste et Charles Bissot. Cette propriété de soixante et dix arpents de front sur une lieue de profondeur était bornée à l'est par la seigneurie de Beaumont, que Talon concéda le même jour à Couillard des Îlets de Beaumont. C'est cette seigneurie acquise en 1672 par Bissot, qui a porté depuis le nom de Vincennes, illustré par un de ses enfants. Dès 1670, Bissot y fit commencer des défrichements. En effet le 24 novembre de cette même année, il vendait à Jean Poliquin quatre arpents de terre de front sur quarante arpents de profondeur au lieu appelé la Petite-Pêche. Le ruisseau de la Petite-Pêche traverse l'ancien domaine de Vincennes, jadis habité par la famille de M. Faucher de Saint-Maurice, et a longtemps fait tourner la roue d'un ancien moulin banal construit par le seigneur Joseph Roy, beau-père de ce Corpron, complice de Bigot, qui y amoncelait les grains quand Québec souffrait de la plus affreuse disette.

III

Pont-Audemer, la patrie de Bissot, était renommé autrefois pour sa pêche maritime, et ses pêcheurs n'avaient pas d'égaux pour la salaison des haréngs. Aussi Bissot, tout en s'occupant de la culture des terres et du défrichement des forêts du Canada, voulut exploiter les ressources immenses de notre grand fleuve. Dans l'automne de 1650 (novembre) il formait une société avec Simon Guyon, Courville, Lespinay, de Tilly et Godefroy,

pour la chasse des loups marins vers Tadoussac. Outre la pêche des loups marins, la société voulait encore attirer les sauvages à Tadoussac et y faire bon commerce de castors. Godefroy passa en France pour obtenir le droit de cette pêche de la compagnie, et y associer M. Rozée pour un huitième. Courville, Lespinay et Simon Guyon avaient fait un voyage dans le Saguenay dans le mois d'octobre, pour entrer en liaison avec les sauvages, et ils avaient rapporté de cette première excursion environ 300 castors.

Le 4 mars 1663, M. d'Avaugour loua la traite de Tadoussac pour deux ans à François Bissot, la Tesserie, des Cartes, le Gardeur de Tilly, Després, Juchereau de la Ferté, Damours, Charron, Madry, Marsollet, le Gardeur de Villiers, Chartier, Denis, Bourdon, Juchereau de Saint-Denis (p. 11. J. & D., t. 1), mais ce bail fut cassé au mois d'octobre suivant par M. de Mézy.

Bissot, se voyant le royaume du Saguenay fermé, dirigea alors ses vues vers les régions désertes du Labrador, où les Espagnols seuls jusqu'alors, de compagnie avec les Basques audacieux, avaient fait la pêche.

Dans l'hiver de 1661, le 25 février, Bissot obtint de la compagnie de la Nouvelle-France l'île aux Œufs, située au-dessous de Tadoussac, vers les monts Pellés, du côté du nord, à quarante lieues environ de Tadoussac, avec le droit de chasse et d'établir en terre ferme, aux endroits qu'il trouverait le plus commodes, la pêche sédentaire des loups marins, baleines, marsouins, et autres négoce, depuis l'île aux Œufs jusqu'aux Sept-Iles et dans la Grande-Anse, au pays des Esquimaux, où les Espagnols faisaient encore la pêche. Il obtenait en même temps le pouvoir de prendre dans ces endroits les bois et terres nécessaires pour y fonder son établissement.

C'est sur cette île aux Œufs, si célèbre depuis par le naufrage de la flotte de l'amiral anglais Walker, que Bissot commença à jeter les fondations de son premier établissement de pêche sédentaire. Ce n'est qu'un rocher stérile, dénué de toute végétation, long de trois quarts de mille environ. Dans le creux des roches granitiques, on installa les huttes des pêcheurs. Rien de plus primitif que ces campements de grève. Les sapins nains, les cyprès de la côte voisine en faisaient tous les frais. De larges fourneaux faits de pierres sèches servaient à bouillir les huiles. On voyait encore, il y a quelques années, les vestiges d'une installation de ce genre sur l'île aux Basques près des Trois-Pistoles.

La pêche, ou pour parler plus correctement, la chasse des loups marins se faisait surtout sur les côtes de la terre ferme. Le loup marin et le marsouin ont le long de ces rives des endroits de prédilection où ils vont se chauffer paresseusement au soleil. C'est au fond de certaines anses où ils peuvent entrer avec la marée qu'on les rencontre plus souvent qu'ailleurs. On fermait l'entrée de ces anses avec des filets et des pierres et on n'y laissait libre qu'un petit espace par où les loups marins se glissaient. Dès que la marée était haute on bouchait ces ouvertures et la mer en se retirant laissait ces poissons à sec. On n'avait plus alors que la peine de les assommer. Un coup de bâton sur le nez suffisait pour les tuer.

D'autres fois encore le pêcheur suivait en canot les troupeaux à la nage. Comme ces cétacés sortent la tête de l'eau pour respirer, on profitait de ce moment pour tirer dessus. Une fois blessés on les pouvait prendre sans peine, vu qu'ils sont très doux, mais s'ils étaient tués, ils coulaient à pic au fond. On avait stylé les gros chiens du Labrador à aller les pêcher à sept ou huit brasses de profondeur. A part le loup marin et le marsouin,

on chassait encore les morses et les baleines, puis dans les temps de relâche la pêche des morues et du hareng occupait ces rudes travailleurs de la mer.

Bissot s'était établi d'abord sur l'île aux Œufs, afin de se mettre à l'abri des incursions des sauvages esquimaux, les plus farouches et les plus barbares des hommes. Il porta plus tard son exploitation au fond du havre de Mingan, et s'y construisit un petit fort de pieux. Bissot, de Québec, dirigeait ces exploitations lointaines. Chaque printemps ses barques, chargées des ustensiles de pêche et de marchandises de traite, partaient de la petite capitale, et ne revenaient qu'une fois la saison finie.

Bissot, sur la côte du Labrador, Denis, sur la péninsule néo-écossaise, Riverin, sur les bords de la rivière de la Madeleine, au pied des monts Notre-Dame, furent les premiers Français qui tentèrent de fonder des établissements de pêche sédentaire. Sur la terre ingrate du Labrador, la pêche seule était possible. Aussi, Bissot n'y essaya aucune culture. Mais Riverin voulut fonder une de ces colonies mixtes, où l'habitant aurait partagé son temps entre le défrichement du sol et la récolte abondante que la mer apporte chaque année dans ces parages. Cette tentative ne fut pas couronnée de succès, mais Riverin eut l'honneur de la tenter.

IV

C'est dans le cours de l'année 1668 que Bissot commença à construire une tannerie à la pointe de Lévy, sur la terre qu'il avait eue en 1648 du seigneur de Lauzon. Le ruisseau qui servait de borne aux fermes de Couture et de Bissot et qui faisait tourner la roue du moulin à farine fut éclusé. Un grand canal en bois y puisa l'eau pour la conduire dans les cuves à tannin. L'intendant Talon, dans le cours des années 1668 et 1669, avança sur les deniers du roi, pour être employée à la construction des bâtiments nécessaires à la nouvelle exploitation, une somme de 3,268 livres. Cette avance, considérable pour l'époque, fut plus tard remboursée en grande partie par les héritiers Bissot.

La communauté des habitants, pour aider Bissot dans son entreprise, lui alloua en outre une somme de 1,500 livres, à prendre sur la perception des droits du 10%. Cette tannerie, la première qu'on ait vue au Canada eut un plein succès. On en espérait beaucoup, et les premiers essais réussirent parfaitement. Dès la seconde année les bénéfices réalisés dépassèrent toutes les prévisions.

On a vu Bissot, lorsqu'il commença son exploitation rurale, appeler auprès de lui ses compatriotes de Pont-Audemer et des environs. Il va chercher maintenant à intéresser à sa nouvelle entreprise des gens du métier.

Dans l'automne de 1665, deux frères venus de Sainte-Radégonde, paroisse de Poitiers, s'étaient établis dans l'île d'Orléans, sur des terres que leur avait concédées la veuve René Mahen, près de la rivière qui porte encore son nom. Etienne et Jean Charest exerçaient le métier de tanneur. Bissot les attira à la pointe de Lévy. Etienne, l'aîné des deux, était intelligent, actif, dévoué. Il ne tarda pas à gagner la confiance de son patron et les bonnes grâces de sa fille Catherine, jeune personne âgée de quinze ans à peine et qui venait de terminer son cours au convent des Ursulines de Québec. Le parti était avantageux pour Charest. Le futur beau-père avait du bien et il était en train de faire fortune. Par sa femme il comptait les meilleures familles bourgeoises de la colonie dans sa parenté. Bissot, de son côté, ne pouvait donner la main de sa fille à un meilleur

gendre. A part sa terre dans l'île d'Orléans, Charest avait encore quelque bien à Poitiers et aux environs. Il possédait du reste un métier qui allait de la meilleure façon du monde à l'industrie nouvelle créée par Bissot. Le mariage fut marché conclu dans l'été de 1670. Bissot fit don à l'épousée de 2,000 livres comptant en argent ou en pelleteries, et promit de la nourrir elle, son mari et leurs enfants pendant trois ans. Charest donna à sa fiancée un douaire de 500 livres. Ce fut le notaire Gilles Rageot qui eut l'honneur de sceller les fiançailles comme on célébrait les premières vêpres de l'Assomption. Le même jour, Bissot, toujours pratique et ayant l'œil à ses affaires, associa Charest à son industrie du tannage des peaux pour dix années consécutives. Le futur gendre fournissait son travail et devait diriger les opérations de la tannerie de la pointe de Lévy. Le beau-père avançait les capitaux nécessaires. Pendant les trois premières années, Charest recevait le quart des profits réalisés dans l'exploitation. Il devait ensuite compter pour un tiers.

Maintenant que nous savons comment s'établit cette première tannerie, il nous reste à voir le genre de travail qui s'y fit.

Si Bissot s'était contenté pour alimenter sa tannerie de préparer seulement les peaux apportées par les colons de la région de Québec, son bénéfice aurait été peu considérable. La simple consommation locale n'aurait pas suffi pour couvrir les frais d'un pareil établissement.

Pour tenter les chalands sur le marché étranger, ou pour faire concurrence dans la colonie à l'importation de la métropole, il fallait un produit nouveau, indigène, bien adapté aux besoins du pays.

L'industrie menée par Bissot à Mingan comprenait trois opérations : la pêche, la chasse, la traite. Les négociants du temps ne songeaient guère qu'à la traite, mais Bissot ne pensait pas de même. La traite pour lui ne fut jamais qu'un moyen de second ordre. Dans l'opération de commerce qui consiste à acheter un objet à vil prix et à le revendre à gros bénéfices, il n'y a rien qui puisse satisfaire un homme intelligent, hardi, ambitieux. Tout travail est insipide s'il n'apporte avec lui une difficulté à vaincre.

Bissot avait d'abord pêché le hareng et la morue pour préparer ces poissons comme il avait appris dans son enfance sur les grèves de Pont-Audemer. Mais parmi les habitants étranges que la mer du golfe venait jeter dans ses filets, il y en avait un dont on n'avait pas encore su tirer tout le profit possible. On pêchait le loup marin pour en tirer de l'huile excellente pour brûler et pour passer les peaux. Pourquoi ne pas tanner les peaux de ces cétacés comme on faisait de celles des animaux terrestres ? L'essai en avait été tenté en France et avait bien réussi. Pourquoi ne pas implanter cette industrie au pays ? C'est ce que Bissot, encouragé par Talon, voulut faire dans sa tannerie de la pointe de Lévy. Sans doute que dans cet établissement on prépara des peaux de toute façon, mais d'après les documents que nous avons compulsés attentivement, c'est au loup marin et au marsouin que la préférence fut donnée. Dans les premiers temps on employa ces peaux à faire des manchons. La mode s'en passa et leur grand usage servit à couvrir les malles et les coffres. Quand ces peaux étaient tannées, elles avaient presque le même grain que le maroquin. Elles étaient moins fines, mais s'écorchaient moins aisément et elles conservaient plus longtemps toute leur fraîcheur. On en faisait de très bons souliers et des bottines qui ne prenaient point l'eau. On en couvrait aussi des sièges, dont le bois était plutôt usé que la couverture. On tannait les peaux avec de l'écorce de pruche et

dans la teinture que l'on tirait de certaines pierres qui se trouvaient sur le bord des rivières. C'était ce qu'on appelle "pierres de tonnerre" ou des marcassites de mines, dit le P. Charlevoix.

La peau de marsouin se tannait à la façon du maroquin. Cette peau, qui a un ponce d'épaisseur, est tendre comme du lard, raconte Charlevoix. On la gratte longtemps et elle devient comme un cuir transparent, et quelque mince qu'elle soit jusqu'à être propre pour faire des vestes et des hauts-de-chausse, elle est toujours très forte et à l'épreuve d'un coup de feu. On prétend que rien n'est meilleur pour une capote de carrosse.

La tannerie de Bissot fournissait des cuirs à tous les cordonniers de Québec. Elle eut aussi avec le gouvernement des entreprises de fournitures considérables de chaussures pour la troupe.

L'ancienne législation française veillait d'un œil jaloux à la distribution du travail. Chaque métier avait ses privilèges que l'on ne pouvait enfreindre impunément. Tout était réglementé de façon à ce que chacun pût gagner sa vie. Ainsi, dans la colonie, il fut réglé par ordonnance que les bouchers devaient vendre leurs peaux aux tanneurs. La fabrication des souliers sauvages était permise à tout le monde, mais pour les souliers français le monopole en était réservé aux cordonniers. Afin d'empêcher l'accaparement des industries, une autre ordonnance défendit aux tanneurs de prendre chez eux aucune personne du métier de cordonnier. On conçoit, en effet, que si les tanneurs avaient pu fabriquer eux-mêmes la chaussure dans leurs établissements, ordinairement éloignés des villes, c'eût été tuer la cordonnerie. Le gendre de Bissot, qui voulait commander le marché, avait engagé à long terme plusieurs cordonniers et fabriquait la chaussure à son établissement de la pointe de Lévy. Il gardait toutes les peaux pour sa cordonnerie et les savetiers de Québec, sans matière première, allaient être forcés de fermer boutique lorsqu'ils s'aviserent d'en appeler à la justice de leur pays. Cette classe d'hommes a toujours été très difficile à contenter. C'est parmi elle et dans la confrérie des tailleurs que se recrutent tous les révolutionnaires. Toussaint Dubau, Jean Guytart, Simon Esnart, Jean Journet, les quatre savetiers alors établis dans Québec, portèrent donc leurs doléances devant le Conseil supérieur. Ils demandaient dans leur suppliche qu'il fût défendu à Charest d'employer chez lui des cordonniers, et qu'il lui fût ordonné d'apporter à la ville tous les cuirs qui conviendraient à la cordonnerie pour les distribuer aux cordonniers, tant en hiver qu'en été, pour leur argent, suivant estimation faite par experts. On était rendu à l'automne et la navigation était sur le point de se fermer. Le conseil ordonna à Charest d'apporter immédiatement à Québec six cuirs entiers pour faire des semelles, six vaches pour empeignes, trois peaux de vache et une douzaine de peaux de veaux, sauf ensuite à en régler le prix.

Telles furent dans ce pays les premières revendications des travailleurs contre les manufacturiers et les monopoles.

V

Bissot avait mis en branle trois exploitations : la culture de la terre, la pêche, la fabrication des peaux. Toutes trois marchaient de front, et Bissot était en train de faire fortune. Le petit corps de logis qu'il avait fait construire par Couture dans l'automne de 1647, était disparu depuis longtemps pour faire place à une longue maison confortable. De

belles moissons dorées couvraient les champs. Sur le petit ruisseau alerte la roue du moulin à farine tournait. Les terres produisaient alors du blé comme par enchantement. Les prairies de l'Échemin fournissaient de gras pâturages. Là bas sur les hauteurs du cap Saint-Claude, la seigneurie de Vincennes commençait à se peupler. Chaque automne, à la Saint-Martin, dans la grande maison blanche cachée sous les ormes de la pointe de Lévy, on venait porter les chapons gras, les anguilles, le sol de cens. Le chemin qui conduisait à l'habitation de Bissot était comme une espèce de pont d'Avignon où tout le monde devait passer pour se rendre au fleuve et à la ville. Aussi il se faisait là un commerce considérable.

L'exploitation des pêches sédentaires du Labrador allait à merveille. On regardait ce genre d'industrie comme apportant des bénéfices assurés. C'est ce que Talon écrivait au roi en 1671 en lui faisant part des succès de Bissot. Les pêches de loup marin exploitées par Denis, Bissot et Riverin produisaient assez d'huiles pour la consommation locale et pour l'exportation non seulement en France mais dans les Antilles. Talon, qui voulait établir des relations suivies avec ces colonies, en fit envoyer des chargements avec du poisson, des pois, du merrain et des planches.

La femme de Bissot, comme une bonne mère canadienne qu'elle était, lui avait donné la douzaine d'enfants réglementaire : sept filles et cinq garçons. L'aîné, qui vint au monde en décembre 1649, mourut à l'âge de quatorze ans. Il s'appelait Jean-François. Les autres enfants eurent nom Louise, Geneviève, Catherine, Marie, Claire-Françoise, Guillaume, Charles-François, Marie-Charlotte, Jean-Baptiste, Jeanne et François-Joseph.

Madame Bissot songea à donner à ses filles une bonne instruction. L'annaliste des ursulines de Québec raconte comment cette bonne mère, le 25 mars 1665, conduisit à leur couvent ses trois filles Geneviève, Catherine et Claire-Françoise. A peine sortie du couvent, on a vu Catherine unir son sort à celui d'Étienne Charest, l'associé de son père. François Bissot avait déjà marié sa fille aînée Louise, en 1668, à un militaire d'excellente famille, Séraphin Margane de la Valtrie, lieutenant d'une compagnie du régiment de Linières. Cette Louise était entrée à l'âge de 14 ans au monastère de l'Hôtel-Dieu en qualité de postulante pour être religieuse de chœur. Son père promit même 3,000 livres pour sa dot. Après cinq mois de séjour au cloître, la jeune novice avait demandé à sortir pour voir encore un peu le monde, et on la rendit à sa mère. M. de la Valtrie se chargea de sa conversion. Cinq ans après ce mariage, Bissot donnait la main de la deuxième de ses filles au chirurgien Louis Maheu. Il y avait à peine un mois que ce mariage était célébré que Bissot mourait à l'hôpital, le jour de la Sainte-Anne, 26 juillet 1673. Il fut enterré dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu de Québec, par le curé Louis Ango.

De son vivant Bissot avait donné à la future paroisse de Saint-Joseph de la pointe de Lévy un terrain d'un arpent carré pour y construire une église, mais lorsqu'il mourut il n'y avait pas encore de paroisse organisée dans la seigneurie de Lauzon.

Marie Couillard, restée veuve après un quart de siècle de ménage, avait à peine quarante ans. Au bout de deux ans de veuvage, elle épousa un jeune homme de vingt-sept ans, Jacques de la Lande, sieur de Gayon, qui appartenait à une excellente famille de Bayonne. Le mariage eut lieu à Québec le 7 septembre 1675.

Un mois après, une des filles de François Bissot, Claire-Françoise, épousait Louis Jolliet, le découvreur du Mississipi. Il restait encore trois filles à marier. Marie épousa

d'abord, le 5 décembre 1682, Claude Porlier, marchand à Québec, puis en 1691 (26 février) Jacques Gourdeau, seigneur de Beaulieu et de la Grosardière.

Marie-Charlotte épousa à la pointe de Lévy, en 1686, Pierre Bénac, marchand de Québec, originaire de Bayonne, la patrie de Jacques de la Lande.

Quant à Jeanne, la cadette, elle unissait son sort en 1687 à un brillant capitaine d'infanterie, Philippe Clément du Vault, sieur de Varennes.

Les familles de la Valtrie, Bénac, Maheu, Charest, Jolliet, Gourdeau, de Varennes, formaient alors partie de la classe élevée de la colonie. La noblesse et la bourgeoisie frayaient ensemble de la meilleure grâce du monde. Gens d'épée et hommes de comptoir mettaient ensemble leur fortune, les uns donnant leur nom, les autres leur argent. Un de ceux qui apportèrent le plus de gloire, sinon le plus de fortune, à la famille Bissot fut bien Louis Jolliet. Quand il épousa Claire-Françoise, il était de retour depuis deux ans de son voyage de découverte. La cour lui découpa des fiefs dans les brumes du golfe. Il mourut pauvre et ignoré sur une île perdue du Labrador, mais quelle famille canadienne ne tient-elle pas à honneur de se rattacher par quelque côté à ce hardi pionnier ? Tous les grands noms de la colonie sont liés à cet homme illustre, né d'un pauvre charron au service d'une compagnie de négociants.

Geneviève Bissot, qui avait épousé le chirurgien Louis Maheu, devint veuve en 1683. Nicolas Daneau, sieur de Muy, capitaine d'une compagnie d'infanterie, et qui devait plus tard être appelé au gouvernement de la Louisiane, lui fit la cour. Il y eut promesse de mariage et les fiançailles furent solennellement arrêtées, lorsqu'un beau jour l'oureux disparut tout à coup. On apprit au printemps de 1687 qu'il était sur le point d'épouser à Boucherville une petite-fille de Pierre Boucher, ancien gouverneur des Trois-Rivières. Malgré les protestations de la belle délaissée, M. de Caumont, alors missionnaire à Boucherville, maria l'infidèle à mademoiselle Marguerite Boucher. Un procès fut intenté en l'absence de prévôté à Québec, on en appela à l'officialité de l'évêque, on fit saisir les gages de l'officier volage, le prêtre qui avait célébré le mariage fut sommé de s'expliquer. La position menaçait de se compliquer encore lorsque pour éviter plus grand scandale, il fut convenu que M. de Muy paierait un dédommagement de 350 livres à la veuve et que l'affaire serait éteinte.

On ne sait rien de Guillaume, l'un des quatre fils de François Bissot. À l'inventaire des biens paternels, fait en 1676, Louis Jolliet comparait comme son tuteur. Il est alors âgé de quinze ans.

Charles-François et Jean-Baptiste étaient propriétaires de la seigneurie de Vincennes. Ils prirent le nom de cette terre. Tous deux épousèrent à Montréal des filles du chirurgien Forestier. Charles-François ne paraît pas avoir laissé de postérité. Jean-Baptiste embrassa la carrière des armes et illustra le nom des Bissot de Vincennes.

Il a été le fondateur du poste de Ougatamou. En 1736, il mourut brûlé par les Chicachas. Le nom de la capitale de l'Indiana, Vincennes, est emprunté à celui de cet officier.

Le cadet de la famille, François-Joseph, passa la plus grande partie de sa vie au Labrador, sur les bords du havre de Mingan, où il essaya de mettre en valeur les établissements commencés par son père en 1661. François-Joseph avait épousé une fille d'Eustache-Lambert Dumont. Il mourut en 1737 et fut enterré dans la cathédrale de Québec.

VI

Après la mort de François Bissot, Etienne Charest continua l'exploitation de la tannerie de la pointe de Lévy. Le contrat de société arrêté avec son beau-père se trouvant rompu par la mort de celui-ci, il s'occupa de régulariser sa position avec la veuve Bissot. On avait vécu en commun sans tenir aucun compte, on se déclara quitte de part et d'autre.

Comme la plupart des héritiers étaient mineurs et que les biens de la succession pourraient être partagés un jour, Charest, par mesure de prévoyance, commença à faire des acquisitions de terrains aux environs de la tannerie. Il acheta d'abord 130 perches au pied des caps de la pointe de Lévy avec le privilège d'y conduire les eaux du ruisseau à sa commodité. Dans l'automne de 1674, il acheta plus d'un tiers de la seigneurie de Vincennes. Ce beau domaine lui assurait huit arpents de terre de front sur le fleuve et une lieue de profondeur, avec un service d'eau de premier ordre, puisqu'il touchait au ruisseau de la Petite-Pêche. La veuve Bissot en échange se contenta de deux chapons vifs et d'un denier de cens comme redevance annuelle. Charest s'assura de plus un pied-à-terre dans Québec en achetant la propriété des héritiers Eustache Lambert, rue du Cul-de-Sac.

Quand la veuve Bissot eut épousé Jacques de la Lande, Charest partagea avec lui par moitié dans les profits réalisés, puis il devint locataire de toute l'exploitation à raison de 600 livres par an pour un terme de neuf années. De la Lande redevait alors à Charest 3,835 livres. Il finit par lui abandonner tous ses droits pour une somme fixe de 8,000 livres (10 novembre 1695). Par cette transaction Charest se trouva propriétaire de la moitié des biens qu'avait possédés Bissot à la pointe de Lévy : tannerie, moulin, seigneurie, métairies. D'année en année il parvint de la même façon à racheter de chacun des héritiers les parts qu'ils possédaient dans ce bel apanage. Charest, qui trouvait rémunérante l'industrie de la préparation des peaux, était trop homme d'affaires pour lâcher la proie pour l'ombre. Pendant que les héritiers Bissot s'épuisaient à faire fructifier la terre du Labrador, espérant tout de la traite et de la pêche, Charest travaillait ferme et dur dans sa tannerie. Il abandonna à Louis Jolliet tous les droits qu'il pouvait avoir dans la seigneurie de Mingan, aux Sept-Iles et à l'île aux Œufs, et Jolliet lui abandonna en retour sa part dans l'héritage de la pointe de Lévy, moyennant une compensation de 1,000 livres. Les autres héritiers suivirent l'exemple de Jolliet. De sorte qu'en 1699 Etienne Charest était seigneur et maître de tout le domaine acquis par François Bissot à la pointe de Lévy au prix de tant de sacrifices. La succession ne se réserva que la terre des Etchemins et la seigneurie de Mingan. Charest mourut très riche, laissant à ses enfants une fortune considérable. Ceux qui avaient préféré Mingan, sa pêche et sa traite, s'aperçurent plus tard que l'industrie patiente et laborieuse, resserrée dans des limites restreintes et connues vaut mieux que les entreprises lointaines.